

Francfort, Paris ou Bruxelles ? La bataille de Londres fait rage

- Confrontés au Brexit, les acteurs de la City de Londres cherchent à s'implanter sur le continent.
- Toutes les grandes capitales se positionnent.

Mais qui va gagner la partie ?

Mitsubishi UFJ Financial Group hésite

Amsterdam ou Paris ? La méga-banque japonaise Mitsubishi UFJ Financial Group (MUFG) hésite principalement entre Amsterdam et Paris comme siège européen pour ses activités de courtage, en prévision de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit). "Amsterdam et Paris sont les deux candidats" les mieux placés, a déclaré lundi à l'AFP un porte-parole de Mitsubishi UFJ Morgan Stanley Securities. Les discussions sont en cours, a-t-il précisé, ajoutant que le calendrier du transfert et le nombre de postes concernés n'avaient pas encore été déterminés. (AFP)

Les Londoniens ne savent plus s'ils doivent en rire ou en pleurer. Depuis des semaines, des affiches ont envahi leurs gares, aéroports et autres stations de métros. Sous l'image d'une grosse grenouille ornée d'une cravate bleu-blanc-rouge, trône le slogan "Tired of the fog ? Try the frogs !" (Fatigué du brouillard ? Essayez les grenouilles !). On pourrait penser à une campagne de publicité d'une agence de voyage, mais le message est plus conquérant et provient directement du quartier financier de la Défense à Paris. But de l'opération ? Amener sur le sol français un maximum de banques et autres institutions financières installées dans la City de Londres.

Depuis le vote du Brexit, le ciel est ainsi devenu

plus gris pour de très nombreuses entreprises internationales installées sur le sol britannique. Pour ces dernières, un déménagement sur le continent européen semble de plus en plus inéluctable, sous peine d'être défavorisées, voire de ne plus pouvoir exercer leurs activités dans les pays de l'Union européenne. Certains estiment que près de 60 000 travailleurs, ainsi que leurs familles, devraient quitter la City dans les deux ans à venir. Opportunistes, Francfort, Paris, Amsterdam, Dublin, Luxembourg et... Bruxelles sont sur le pont pour accueillir à bras ouverts ces travailleurs prêts à quitter leur île.

1 A chacun son style

C'est Paris qui est jugée la plus agressive dans ses tentatives d'attirer les déçus du Brexit. En plus de proposer des incitants et des facilités fiscales aux "impatriés" venus de la grisaille londonienne, le gouvernement d'Edouard Philippe s'en donne à cœur joie pour communiquer à tout va. Ce ton est jugé "agressif" et ne plaît pas du tout de l'autre côté de la Manche, où l'on estime que les Français veulent profiter du Brexit pour "*affaiblir la Grande-Bretagne et fragiliser la City de Londres*". "*Paris a encore beaucoup de chemin à faire pour être considérée comme une place financière d'envergure mondiale*", tacle d'ailleurs Catherine McGuinness, présidente du comité politique de la corporation de la City.

De son côté, Francfort joue la sobriété, tout comme Bruxelles, où aucun incitant fiscal spécifique n'est prévu pour ces nouveaux arrivants. Cécile Jodogne (Défi), la secrétaire d'Etat en charge du commerce extérieur, explique ainsi avoir opté pour "*une stratégie basée sur des actions ciblées sur certains secteurs et respectueuses du partenaire qu'est et restera le Royaume-Uni*". Tant à Bruxelles qu'à Londres, différents séminaires sectoriels ont ainsi été récemment organisés. Avec une certaine discrétion. La secrétaire d'Etat profite aussi de ses missions économiques à travers le monde pour convaincre les entreprises américaines ou asiatiques actuellement basées à Londres de déménager vers Bruxelles.

2 A chacun son secteur

Si Francfort et Paris, avec Dublin et Luxembourg en arbitres, ont décidé de batailler frontalement pour devenir la nouvelle City financière d'Europe, Bruxelles n'a pas cette prétention. En fait, la capitale belge vise surtout d'autres secteurs dépendants des financements européens. En ligne de mire de la Région, il y a ainsi les universités et centres de recherches, financés par des fonds européens pour certains de leurs projets, et qui chercheront donc à implanter des campus sur le continent pour pouvoir poursuivre ces activités. Le secteur audiovisuel est également sur la liste bruxelloise. "*Il s'agit surtout des entreprises qui bénéficient du fonds Eurimages et d'autres fonds européens ainsi que des acteurs des médias (chaînes TV...) qui veulent être certains de pouvoir diffuser en Europe*

sans obstacles", fait-on savoir auprès du cabinet Jodogne.

Et le jackpot pourrait être au rendez-vous puisque le secteur audiovisuel est responsable ces dernières années d'une plus forte demande en espaces de bureaux à Londres que le secteur financier, note-t-on du côté de Bruxelles, qui se prépare à créer une véritable cité des médias près de Reyers. Enfin, rappelons que Bruxelles, ou plus exactement la "Greater Brussels Area", est candidate pour accueillir l'Agence européenne du médicament, ainsi que toutes les ONG ou autres lobbies liés à l'Union européenne et actuellement installés à Londres.

3 A chacun ses atouts

Si Francfort et Paris misent chacune sur la force de frappe de leurs installations financières existantes, Bruxelles se la joue "low cost" et accessible. Près de 700 000 m² de bureaux pouvant accueillir près de 35 000 travailleurs sont ainsi directement disponibles dans la capitale belge, à un prix bien inférieur à ceux des villes allemande et française. Notre pays déploie aussi les atouts classiques "belges" souvent présentés à l'étranger : des ressources humaines qualifiées et multilingues, une localisation centrale et à côté des institutions européennes ou encore une qualité de vie qu'on ne retrouverait pas dans les grandes villes européennes.

4 A chacun ses résultats

Pour l'instant, c'est de loin Francfort qui attire les cœurs et le portefeuille de banquiers déçus de la City de Londres. Citigroup, Morgan Stanley, Goldman Sachs et autre Standard Chartered ont déjà décidé de s'installer ou d'agrandir leur présence le long du Main. D'ici la fin de l'année, une vingtaine de grandes banques et autres institutions financières devaient déménager dans la ville allemande. Bruxelles a réussi à attraper de beaux poissons venus des côtes britanniques, dont les géants de l'assurance Lloyd's of London, QBE (Australie) ou MS Amlin (Japon). La bataille ne fait que commencer.

Raphaël Meulders

Autorité bancaire : le Luxembourg candidat. Silence radio de la Belgique

Le document est soigné. Il fait 23 pages et aura été, on l'imagine, scruté par tous ceux qui, dans les capitales financières européennes, veulent tirer avantage du Brexit. Hier lundi, le Luxembourg a officiellement posé sa candidature pour accueillir le siège de l'ABE (Autorité bancaire européenne), quelques heures avant le deadline fixé au 31 juillet à minuit. Il joint au communiqué un PDF illustré par autant d'infographies que de photos vantant les atouts du Grand Duché. Premier argument : le Luxembourg répond aux critères du traité de Maastricht avec notamment une dette publique qui représente à peine 20 % de PIB. Avec un ratio supérieur à 100 %, la Belgique ne peut pas en dire autant... Il se targue aussi d'accueillir plusieurs institutions européennes, que ce soit la Cour de justice de l'Union européenne ou la BEL. Il met en avant ses infrastructures, ses importants espaces de bureaux, le multilinguisme de ses résidents, qui parlent en moyenne "3,6 langues"...

Décision en novembre

C'est en novembre qu'on devrait connaître quelle ville a été retenue pour l'ABE, ainsi que pour l'Agence européenne du médicament (AEM), l'autre agence européenne située sur le territoire britannique, qui est appelée à venir s'installer sur le continent. La Commission européenne sera chargée d'évaluer les différentes candidatures d'ici au 30 septembre, sans toutefois proposer un classement.

Il paraît probable que la Belgique n'ait pas posé sa candidature pour l'ABE même s'il était impossible hier, en cette période de congé, d'avoir la confirmation du cabinet du ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA). On pourrait en effet supposer que la Belgique ait choisi de se concentrer sur sa candidature pour l'AEM.

Message ambigu

Toujours dans la sphère financière, on notera aussi que Bruxelles ne fait pas partie des deux villes retenues par le méga-groupe japonais MUFG (voir ci-dessus). Du côté de la fédération du secteur financier Febefin, ce n'est pas une surprise. *"Pour nous, cela s'explique par différentes raisons"*, fait valoir le porte-parole Rodolphe de Pierpont. Et de relever les importantes taxes auxquelles sont soumises les banques (1,4 milliard annuellement, dont 805 millions pour la seule taxe bancaire). *"C'est un message ambigu qui est envoyé. On est champion au niveau des taxes"*, explique-t-il. Autre élément à prendre en compte : la complexité institutionnelle qui n'aide pas à mettre Bruxelles et la Belgique sur la carte et à avoir une approche cohérente vis-à-vis des Britanniques. Mais, il y a aussi des aspects attrayants comme la proximité géographique avec Londres, la main-d'œuvre qualifiée, les institutions européennes, etc. *"On essaie de rester positif. Nous capitalisons sur ce qu'on peut capitaliser"*, conclut Rodolphe de Pierpont.

Ariane van Caloen

3 QUESTIONS À



Vincent Van Dessel
Patron de la Bourse de Bruxelles.

1 La Belgique dispose-t-elle de suffisamment d'atouts pour attirer des entreprises du secteur financier ?

La législation belge sur les fonds de pension est à la pointe, ce qui a permis d'attirer quelques fonds chez nous ces derniers temps. Avec la venue du groupe Lloyd's of London, on voit que les compagnies d'assurance sont aussi intéressées par Bruxelles. La Belgique doit s'appuyer sur sa bonne position dans ces deux secteurs pour attirer le business de la gestion d'actifs qui voudra être proche de ces deux clients traditionnels. Il faut aussi se focaliser sur les services financiers, par exemple la cybersécurité. Je ne pense pas que la Belgique veuille attirer des traders. Par ailleurs, la baisse de l'impôt des sociétés prévue pour 2020 va rendre notre pays très compétitif. Le taux de 25 % est vraiment très attractif.

2 Quels sont les points faibles de notre pays ?

La Belgique est connue pour son instabilité fiscale. Je pense à la taxe sur la spéculation qui a été instaurée puis rapidement annulée. Il y a aussi la nouvelle taxe sur les comptes-titres. Ces changements ne sont pas bons. En outre, le gouvernement Michel a augmenté assez sensiblement le précompte mobilier. Heureusement, les entreprises ne sont pas concernées.

3 La Belgique n'est-elle pas trop discrète par rapport à l'attitude agressive de la France ?

Je sais que le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), s'est récemment rendu à Londres pour essayer de convaincre des entreprises de venir en Belgique. Il n'y a pas besoin de faire beaucoup de bruit pour être efficace. On jugera dans les années et mois qui viennent si le travail a payé.